

---

Présidence : Pologne

## SÉANCE SPÉCIALE DU CONSEIL PERMANENT (1370<sup>e</sup> séance plénière)

1. Date : vendredi 22 avril 2022 (dans la Neuer Saal et par visioconférence)

Ouverture : 10 heures

Clôture : 12 h 05

2. Président : Ambassadeur A. Hałaciński

Président, Fédération de Russie (annexe 1)

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : **AGRESSION EN COURS DE LA FÉDÉRATION DE  
RUSSIE CONTRE L'UKRAINE**

Président, Ukraine (annexe 2), États-Unis d'Amérique (annexe 3),  
France-Union européenne (l'Albanie, la Macédoine du Nord et le Monténégro,  
pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et  
d'association et pays candidat potentiel ; l'Islande, le Liechtenstein et la  
Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de  
l'Espace économique européen, ainsi que l'Andorre, la Géorgie, la Moldavie,  
Monaco, Saint-Marin et l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (annexe 4),  
Turquie (annexe 5), Royaume-Uni (annexe 6), Canada (annexe 7), Norvège  
(annexe 8), Suisse (PC.DEL/596/22/Rev.1 OSCE+), Géorgie (annexe 9),  
Islande (annexe 10), Assemblée parlementaire de l'OSCE (PA.GAL/20/22  
OSCE+)

Point 2 de l'ordre du jour : **AFFAIRES COURANTES**

*Crimes commis par l'Ukraine contre la population civile avec le soutien d'une  
alliance occidentale d'États participants de l'OSCE* : Fédération de Russie  
(annexe 11) (PC.DEL/603/22), France-Union européenne, Ukraine, Suisse, Secrétaire  
générale, Royaume-Uni, France, Président

Point 3 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

Aucune déclaration

4. Prochaine séance :

Jeudi 28 avril 2022, à 10 heures, dans la Neuer Saal et par visioconférence



**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe**  
**Conseil permanent**

PC.JOUR/1370

22 April 2022

Annex 1

FRENCH

Original: RUSSIAN

---

**1370<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1370 du CP, point 2

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Monsieur le Président,

Nous exprimons une fois de plus notre profond désaccord avec le premier point de l'ordre du jour proposé par la Présidence pour cette séance spéciale du Conseil permanent. Il est déconcertant et décevant de constater le refus obstiné de prendre en compte les intérêts de tous les États participants et de procéder sur la base de cette logique particulière.

Et pourtant, c'est cette approche que vous, en tant que Président du Conseil permanent, êtes tenu d'adopter, conformément aux dispositions de la décision du Conseil ministériel de Porto [par. 2 b)] et des Règles de procédure de l'OSCE [par. IV.1(C)1 et IV.1(C)3]. La confrontation encouragée par la Présidence polonaise est inacceptable et contraire à la nature de notre Organisation. Nous exigeons qu'un cadre non discriminatoire soit garanti pour mener les débats.

Nous demandons que la présente déclaration soit jointe au journal de la séance spéciale de ce jour du Conseil permanent de l'OSCE.

Merci de votre attention.

**1370<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1370 du CP, point 1 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION UKRAINIENNE**

Monsieur le Président,

« Pourquoi cela arrive-t-il ? »

Cette question a été posée par Vanda Obiedkova, 91 ans, qui avait froid et mourait d'épuisement dans une cave de Marioupol.

À l'âge de 10 ans, Vanda Obiedkova a survécu à l'invasion nazie en se cachant dans une cave de Marioupol.

Mais 81 ans plus tard, cette rescapée de l'Holocauste est morte dans une cave de Marioupol, victime des envahisseurs russes.

Elle a été tuée tout comme Borys Romanchenko, rescapé de quatre camps de concentration nazis, après que les forces russes ont bombardé son immeuble à Kharkiv il y a un mois.

« Je demandais à Dieu de me permettre de mourir rapidement ». C'est ainsi que Mariia, 17 ans, qui a réussi à fuir Marioupol avec sa famille, décrit ce qu'elle a ressenti lorsqu'elle a connu la faim, s'est cachée dans une cave et est passée par un camp de filtration.

Son père a presque perdu la vue après avoir été battu par des envahisseurs russes dans le camp de filtration. Il a maintenant besoin d'un traitement de longue durée.

Pendant ce temps, de jeunes enfants demandent à leurs parents s'ils peuvent aller là où les Russes ne peuvent pas lancer de bombes depuis le ciel.

Je crois que la même question a été posée par Myron, 3 ans, lorsque ses parents ont fui Kharkiv avec lui pour aller à Lviv.

Il n'a toutefois pas pu échapper aux missiles russes, qui ont frappé Lviv le 18 avril.

L'attaque de missiles russes sur Lviv a fait sept morts. Onze personnes ont été blessées, dont Myron, âgé de 3 ans.

Il y a beaucoup de témoignages de ce type qui traduisent la douleur et la souffrance causées par la guerre d'agression non provoquée de la Russie contre l'Ukraine.

Le jour du Vendredi saint orthodoxe, nous ne devrions pas avoir à débattre sur des sujets tels que la guerre de la Russie et ses conséquences.

Mais la Russie et ses diplomates ont une fois de plus montré leur vrai visage lorsque, lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU il y a quelques jours, ils ont rejeté l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'une pause humanitaire de la semaine sainte orthodoxe.

Il ne pourrait y avoir de meilleur moment pour la compassion chrétienne et pour l'organisation de couloirs humanitaires afin de sauver des vies et de mettre fin à cette guerre injuste.

Cependant, la partie russe a fait son choix.

Et que pouvons-nous attendre d'un pays où même l'Église russe soutient la guerre contre l'Ukraine ?

Chers collègues,

Ces jours-ci, Marioupol, Avdiivka, Maryinka, Krasnohorivka, Toretsk, Velyka Novosilka, Zolote, Popasna, Izioum, Kharkiv, Hulyaipole, Mykolaïv, Vysokopyllyia, Snihurivka et des dizaines d'autres villes et communautés de l'est et du sud de l'Ukraine sont attaquées par les Russes.

C'est dans ces endroits que se joue le sort de notre peuple et de notre liberté.

L'intensité des tirs des troupes russes dans la direction de Kharkiv, dans le Donbass et dans la région de Dnipropetrovsk a considérablement augmenté.

Hier, deux missiles ont touché Zaporijia.

Les Russes ciblent les villes, les infrastructures essentielles et les quartiers résidentiels afin que la population se sente en danger. La Russie se comporte comme un État terroriste, ce qu'elle est en réalité.

L'histoire se souviendra de la soi-disant armée russe comme de l'armée la plus barbare et la plus inhumaine du monde.

Dans le même temps, la Fédération de Russie prend des mesures visant à consolider son contrôle sur les territoires récemment occupés.

Selon certaines informations, la Russie se prépare à organiser un simulacre de référendum à la fin du mois d'avril ou au début du mois de mai afin de légitimer l'occupation de la région de Kherson.

Cependant, ne bénéficiant d'aucun soutien populaire, les soldats russes continuent d'enlever des représentants des autorités locales.

Selon le parquet de Kherson, les forces armées russes retiennent 137 personnes en otage, dont quatre journalistes.

En agissant ainsi, les Russes suivent un modèle testé et mis en pratique en Crimée, où ils persécutent toute voix dissidente.

Tout récemment encore, le 19 avril, un prétendu « tribunal » russe a condamné un citoyen ukrainien, Emil Ziyadinov, à 17 ans de prison.

Ces campagnes répressives contre les Tatars de Crimée visent à détruire l'identité du peuple Tatar de Crimée – en violation de l'ordonnance de la Cour internationale de Justice, adoptée précisément cinq ans avant cette condamnation, le 19 avril 2017.

Nous sommes également particulièrement préoccupés par le nombre croissant de cas de détention illégale et de persécution du personnel national de la Mission spéciale d'observation (MSO) en Ukraine qui réside actuellement dans les zones occupées par la Fédération de Russie.

En fait, un certain État participant terrorise le personnel de l'OSCE, notre propre Organisation.

Cela remet en cause non seulement la sécurité et la sûreté du personnel national de la MSO, mais aussi le concept des missions de terrain de l'OSCE en général.

Nous devons enquêter soigneusement sur le rôle joué dans ce processus par le personnel russe du Secrétariat et de la MSO, ainsi que par les diplomates russes.

Si nous restons silencieux ou timorés dans nos demandes maintenant, la Russie prendra cela comme un chèque en blanc pour continuer à traiter le personnel de l'OSCE et d'autres organisations internationales de la même manière. Et pas seulement en Ukraine.

Chers collègues,

Hier, Vladimir Poutine a revendiqué la victoire à Marioupol.

J'ai donc une question. Pourquoi l'armée russe continue-t-elle d'attaquer Azovstal malgré l'ordre clair de leur président d'arrêter les bombardements ?

Cela signifie-t-il que le président russe a perdu le contrôle de sa propre armée ? Ou Poutine a-t-il simplement voulu nous jouer un tour, comme il le fait habituellement, afin de détourner notre attention ?

Quels que soient les calculs du Kremlin, l'armée ukrainienne continue de se battre dans la ville assiégée de Marioupol, qui a été réduite à l'état de ruines par les bombardements intensifs de la Russie.

Vladimir Poutine a également qualifié les actions de la Russie à Marioupol de « succès ».

Ce « succès » se traduit par une ville rasée et des milliers de citoyens tués et torturés. Pas plus tard qu'hier, selon des images satellites, un charnier de 300 mètres de long a été découvert à Mangush, une banlieue de Marioupol.

Permettez-moi également de vous demander de comparer deux images.

Donetsk, qui, selon les mensonges des diplomates russes, a été « bombardée » pendant huit ans.

Et Marioupol, ville qui a été totalement détruite par la soi-disant armée russe en huit semaines.

Il y a une nette différence.

Vladimir Poutine a également qualifié de « héros » les militaires russes qui ont tué des milliers de civils innocents et détruit une ville paisible, et proposé qu'ils soient décorés.

J'ai une question à poser à ces émissaires qui représentent ici le régime de Poutine : qui voulez-vous décorer ?

Poutine voulait-il parler du lieutenant-général Sergeï Ivanovitch Kobilash, commandant des forces aériennes russes ? C'est sous sa direction que les pilotes russes ont bombardé les zones densément peuplées de Marioupol.

Ou bien voulez-vous décorer les pilotes qui ont largué des bombes sur le théâtre, l'hôpital pour enfants et la maternité de Marioupol ?

Étaient-ils suffisamment « exceptionnels et exemplaires » pour être décorés, comme l'a demandé Shoïgu à votre chef ?

Par ailleurs, cette semaine, Vladimir Poutine a accordé le statut honorifique de « Garde » à la 64<sup>e</sup> brigade de fusiliers motorisés de l'armée russe. Il s'agit de la tristement célèbre brigade qui était stationnée à Boutcha, où les soldats russes ont massacré des civils.

Alors que l'Ukraine réclame justice pour les victimes, Poutine a remercié cette brigade pour « les nombreux actes héroïques qu'elle a accomplis afin de protéger la patrie, la souveraineté de la Russie et ses intérêts nationaux ». Honte à lui et à eux !

En fait, Poutine donne le feu vert à son armée pour perpétrer de nouveaux massacres.

Et c'est une raison supplémentaire d'empêcher la Russie de commettre de nouveaux crimes de guerre.

Moscou doit en assumer les conséquences sous la forme d'un renforcement des sanctions et d'un nouvel isolement si nous voulons sauver les villes ukrainiennes, en

particulier Marioupol, où des centaines de civils, d'enfants et de défenseurs ukrainiens blessés sont bloqués dans des abris.

Chers collègues,

Lorsque le navire amiral russe *Moscou* a coulé après avoir été touché par des missiles « Neptune » ukrainiens, beaucoup ont remarqué que la longueur de ce navire de guerre était comparable à celle d'une autre flotte russe, à savoir les yachts des amis de Poutine.

Et cet accès incontrôlé au luxe est caractéristique des principaux piliers du régime de Poutine, notamment l'absence de contrôles, l'absence de responsabilité et la loyauté envers un seul homme.

Or, une leçon essentielle que nous avons tirée de la Seconde Guerre mondiale est que les principales caractéristiques communes à tous les bellicistes sont le démantèlement de la démocratie, la destruction du parlementarisme et la violation des libertés fondamentales.

Tout cela donne un pouvoir incontrôlé à un seul homme.

Et aujourd'hui, malheureusement, l'histoire se répète.

Nous avons raté le coche lorsque la glorification des criminels soviétiques et du passé soviétique est devenue une nouvelle religion en Russie.

Nous avons raté le coche lorsque la Russie a commencé à utiliser sa participation à l'OSCE uniquement pour justifier sa politique étrangère agressive et sa politique intérieure répressive.

Et nous avons raté le coche lorsque le régime de Poutine a franchi la ligne rouge et amené une guerre en Europe.

Nous devons rectifier ces erreurs, pour l'avenir de notre maison commune et de l'OSCE elle-même.

Et les Russes doivent faire face à la vérité et reconnaître leur responsabilité pour ce qu'ils ont fait à l'Ukraine. Et pour ce qu'ils ont fait à leur propre pays en laissant le régime actuel devenir une plateforme de diffusion d'une idéologie totalitaire et agressive.

Je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.

Merci, Monsieur le Président.



---

**1370<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1370 du CP, point 1 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION**  
**DE LA DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Merci, Monsieur le Président.

Lorsque la Russie a lancé sa guerre non provoquée contre l'Ukraine, son objectif illusoire et illégal était de détruire la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine, et de la soumettre à sa volonté. Deux mois plus tard, le Président Zelensky et son gouvernement sont non seulement restés au pouvoir, mais ils ont repoussé l'attaque de la Russie contre Kiev et Kharkiv et, ce faisant, ont révélé les atrocités généralisées commises par les forces russes.

La tentative de prise de contrôle de l'Ukraine par le Kremlin est un échec à tous les niveaux. La Russie pourrait – aujourd'hui – reconnaître cette évidence et mettre fin à la guerre qu'elle a déclenchée. Le Kremlin pourrait – aujourd'hui – reconnaître que, de toute évidence, il ne pourra jamais vaincre la force et l'unité indomptables du peuple ukrainien qui défend l'indépendance, la souveraineté et la démocratie de son pays contre l'asservissement par une dictature autocratique. La Russie pourrait – aujourd'hui – commencer à assumer la responsabilité des crimes de guerre que des membres de ses forces ont commis en Ukraine et de l'immense crise humanitaire que ses bombardements sur les villes et les infrastructures critiques de l'Ukraine ont provoquée. La Russie n'a rien fait de tout cela.

Au lieu de mettre fin à sa guerre brutale et non provoquée, au lieu d'épargner non seulement au peuple ukrainien, mais aussi à ses propres forces russes, davantage de morts inutiles, le Kremlin a lancé cette semaine une nouvelle offensive dans l'est de l'Ukraine. La Russie a poursuivi la destruction barbare de Marioupol et bombardé des centaines de cibles à travers l'Ukraine, y compris à Lviv, où un missile russe a frappé un garage automobile à des centaines de kilomètres de tout combat, tuant sept civils qui s'étaient réunis pour prendre un café avant de travailler. Et au lieu de demander aux commandants de rendre compte de leurs crimes de guerre, le Président Poutine a décoré la brigade responsable de la tuerie de Boutcha.

Aujourd'hui, quelque 100 000 civils restent piégés à Marioupol, sans accès à la nourriture, à l'eau ou aux médicaments. Malgré cela, le 18 avril, des bombardiers supersoniques russes ont été utilisés pour larguer des bombes non guidées sur la ville. La Russie a refusé les demandes des forces ukrainiennes présentes à l'usine Azovstal d'établir un couloir humanitaire pour évacuer les civils, tout comme les forces russes à Marioupol et

ailleurs ont refusé à plusieurs reprises d'accepter les conditions d'établissement des couloirs humanitaires. Mardi, la Russie a en outre rejeté l'appel du Secrétaire général de l'ONU à un cessez-le-feu pour permettre l'évacuation des civils.

Selon le chef de l'administration militaire régionale, au moins 22 000 civils pris au piège sont morts jusqu'à présent dans le siège russe de Marioupol. Le maire de la ville, Vadym Boychenko, signale que les forces russes ont déporté de force au moins 40 000 civils vers la Russie. Il indique également que les forces russes ont fait passer un grand nombre des personnes déportées par quatre camps dits de filtration établis tout autour de Marioupol. Les autorités locales estiment à 27 000 le nombre de personnes détenues dans ces camps. Le maire indique en outre que les forces russes prévoient de soumettre tous les résidents restants à un processus de filtration et de transférer ceux qui ont satisfait aux critères vers la partie de Donetsk contrôlée par la Russie, où certains seront enrôlés de force. Il signale que, parmi les habitants de Marioupol que la Russie a « filtrés » jusqu'à présent, 5 à 10 % n'ont pas satisfait aux critères et que leur sort est inconnu.

Le Kremlin a ouvertement déclaré son intention de conquérir l'est de l'Ukraine et l'évolution de la situation sur le terrain ne laisse guère de doute sur le fait que nous assistons aux premières étapes d'une offensive massive des forces russes dans le Donbass. Tout porte à croire que la dynamique du champ de bataille passera bientôt du combat à distance rapprochée à des tirs à plus longue portée, où l'artillerie et les systèmes de lance-roquettes multiples sont essentiels.

Chers collègues, l'Ukraine a désespérément besoin d'armes et de munitions modernes pour se défendre dans cette nouvelle phase meurtrière du conflit. Elle a besoin de ces armes et munitions maintenant, aussi vite que nous pourrons les acheminer. Pas de contrats négociés à long terme pour l'achat d'armes, mais la fourniture immédiate de capacités avancées afin de protéger ses civils des horreurs de cette guerre. S'il est un moment propice pour renforcer notre soutien à l'Ukraine, c'est bien maintenant.

Hier, le Président Biden a annoncé une nouvelle aide à la sécurité d'un montant de 800 millions de dollars destinée à répondre aux besoins essentiels de l'Ukraine, y compris des armes lourdes comme les obusiers. Depuis le début de l'administration Biden, les États-Unis se sont engagés à fournir plus de 4 milliards de dollars d'aide à la sécurité en Ukraine, dont environ 3,4 milliards de dollars depuis le début de l'invasion non provoquée de la Russie le 24 février. Ils continuent également de travailler avec leurs alliés et partenaires en vue de déterminer les besoins de l'Ukraine et de lui fournir des capacités supplémentaires. Nous devons agir rapidement, ensemble, afin de fournir immédiatement à l'Ukraine les capacités dont elle a besoin pour protéger ses civils des horreurs de cette guerre – des atrocités comme celles de Boutcha, Hostomel et Borodyanka.

Il s'agit d'une guerre qui défend la souveraineté contre l'asservissement, l'indépendance contre l'impérialisme, les principes du droit international contre la force brute d'une puissance prédatrice. La tâche qui nous attend est de nous montrer à la hauteur de la situation et de fournir à l'Ukraine les capacités dont elle a besoin. Les enjeux sont élevés pour l'Ukraine et pour nous tous. Je demande à chacun d'entre nous ici aujourd'hui d'exhorter nos propres gouvernements à agir et à tenir leurs promesses. Il n'y a pas de temps à perdre.

Merci, Monsieur le Président. Je demande que la présente déclaration soit jointe au journal de la séance.

---

**1370<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1370 du CP, point 1 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION**  
**DE LA REPRÉSENTANTE DE L'UNION EUROPÉENNE**

La délégation française, représentant le pays qui exerce la Présidence de l'Union européenne (UE), a donné la parole à la représentante de l'UE, qui a fait la déclaration suivante :

L'UE remercie la Présidence polonaise d'avoir convoqué cette séance spéciale du Conseil permanent dans le contexte de la poursuite de l'agression brutale de la Russie contre l'Ukraine, en violation flagrante du droit international, y compris du droit international humanitaire, et des principes fondamentaux de l'OSCE. Il est profondément regrettable que, malgré toutes les condamnations de la communauté internationale et les appels lancés à la Russie pour qu'elle mette fin à la guerre, la Russie renouvelle son agression.

L'Ukraine est actuellement frappée par les attaques de missiles les plus intenses de la Fédération de Russie depuis des semaines et une série d'offensives terrestres ont été lancées dans l'est et le sud de l'Ukraine. Il s'agit notamment d'attaques particulièrement brutales contre des villes comme Severodonetsk, Lysychansk et Popasna, où les forces armées russes frappent les civils et les infrastructures civiles à l'aide d'artillerie lourde, de systèmes de lance-roquettes multiples et de missiles. Kharkiv et ses banlieues subissent des bombardements constants et des rapports font état de l'utilisation d'armes à sous-munitions contre la ville. Des frappes de missiles sont signalées à Odessa, Mykolaïv et Ternopil, ciblant apparemment aussi des biens et infrastructures civiles, ainsi que des dépôts de carburant et des industries. Les attaques contre Lviv et d'autres villes de l'ouest de l'Ukraine montrent qu'aucune région du pays n'est épargnée. Les attaques se poursuivent dans la région de Zaporijia, et Marioupol reste assiégée, avec des combats violents et des bombardements constants et plus de 100 000 personnes qui restent dans la ville. Nous nous souvenons avec horreur du bombardement de la gare de Kramatorsk, qui a coûté la vie à plus de 50 civils, dont cinq enfants, et du massacre effroyable que les forces armées russes ont commis à Boutcha, Borodianka, Irpin, Hostomel et dans d'autres endroits. Pourtant, l'attribution par Poutine d'un titre honorifique à la brigade russe accusée d'avoir commis les atrocités de Boutcha montre que torturer, violer et tuer des civils innocents, y compris des enfants, est un objectif délibéré de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. De tels crimes ne doivent jamais se reproduire. Le droit international humanitaire et les droits humains doivent être pleinement respectés.

L'UE condamne avec la plus grande fermeté la guerre d'agression préméditée, non provoquée, injustifiée et brutale de la Russie contre l'Ukraine. Nous exigeons que la Russie cesse immédiatement et sans condition ses actions militaires et retire la totalité de ses troupes et de son matériel de l'ensemble du territoire ukrainien, y compris la péninsule de Crimée illégalement annexée. Nous demandons également de nouveau à la Biélorussie, coagresseur, de ne plus faciliter l'agression russe et de se conformer à ses obligations internationales. Nous demandons instamment à la Russie de faciliter d'urgence le passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire destinée aux civils et de fournir des voies d'accès sûres, en premier lieu à Marioupol, mais aussi dans d'autres villes d'Ukraine, pour que les civils puissent être évacués vers d'autres régions du pays.

L'UE soutient les efforts déployés par les organismes internationaux, notamment l'OSCE et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, en vue de recueillir des preuves et des documents sur les atrocités de la guerre, et nous saluons les contributions et les efforts constants de la société civile et des défenseurs des droits humains à cette fin. Nous avons accueilli avec satisfaction le rapport présenté au Conseil permanent dans le cadre du mécanisme de Moscou la semaine dernière. Ce rapport décrit la réalité effroyable et dévastatrice de schémas clairs de violations du droit international humanitaire et de violations flagrantes et systématiques des droits humains par les forces armées russes. Les droits humains, notamment le droit à la vie, l'interdiction de la torture et d'autres peines et traitements cruels, inhumains et dégradants, ont été violés de manière flagrante, généralisée ou systématique dans les zones sous le contrôle effectif de la Russie ou dans les entités sous son contrôle global. Selon le rapport, ces violations peuvent constituer des crimes contre l'humanité. Soyons clairs : nous ne ménagerons aucun effort pour que les responsables de ces violations du droit international, et ceux qui les ont exécutées sur le terrain, répondent de leurs actes.

Nous condamnons fermement les tentatives de la Russie de mettre en place des structures administratives alternatives illégitimes à Kherson, Marioupol et dans d'autres villes d'Ukraine. Cela s'inscrit clairement dans le prolongement de son annexion illégale de la péninsule de Crimée en 2014 et de sa reconnaissance des entités illégales dans les régions de Donetsk et de Lougansk en Ukraine. Toute tentative de la Russie de mener de prétendus « référendums » à la pointe du fusil afin de proclamer de nouvelles « républiques populaires » est illégale et futile et nous ne les reconnâtrons pas. Nous demandons instamment à la Russie de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous ses voisins à l'intérieur de leurs frontières et eaux territoriales internationalement reconnues.

En outre, la Russie tente d'occuper l'espace de l'information en l'inondant de désinformation pour faire oublier la responsabilité des atrocités commises contre des civils pacifiques et brouiller les preuves d'éventuels crimes de guerre russes. Les agences de presse russes contrôlées par l'État ainsi qu'un réseau coordonné de chaînes de propagande russes travaillent d'arrache-pied pour faire porter le chapeau à l'Ukraine. Dans ce contexte, nous condamnons également la répression interne de la Russie contre les voix indépendantes qui disent la vérité sur la guerre de Poutine contre l'Ukraine. Cela doit cesser. La Russie doit immédiatement libérer toutes les personnes arrêtées lors de manifestations pacifiques, ainsi que celles emprisonnées pour des motifs politiques, y compris tous les acteurs des médias.

L'UE salue la force, le courage et la résistance admirables dont fait preuve le peuple ukrainien pour résister à la guerre illégale menée par la Russie et se tient à ses côtés en toute

solidarité. L'Ukraine, comme tout État souverain, a le droit inhérent de choisir son avenir et son destin. L'UE et ses États membres fournissent une assistance à l'Ukraine, notamment humanitaire, médicale et financière, ainsi que des abris pour les personnes fuyant la guerre. Nous sommes aux côtés du peuple ukrainien ainsi que des représentants de ses organismes démocratiquement élus en ces heures sombres. Comme l'a souligné le Président du Conseil européen Charles Michel lors de sa visite à Kiev en début de semaine, nous ne ménagerons aucun effort pour soutenir l'Ukraine et faire en sorte qu'elle gagne la guerre.

Je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.

La République de Macédoine du Nord<sup>1</sup>, le Monténégro<sup>1</sup> et l'Albanie<sup>1</sup>, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE, membres de l'Espace économique européen, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldavie, la Géorgie, Andorre, Monaco et Saint-Marin souscrivent à la présente déclaration.

---

1 La République de Macédoine du Nord et le Monténégro continuent de participer au processus de stabilisation et d'association.



---

**1370<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1370 du CP, point 1 de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION TURQUE**

Monsieur le Président,

Malheureusement, la guerre dévastatrice qui a éclaté au cœur du continent européen se poursuit malgré tous les efforts déployés pour mettre fin à l'effusion de sang. Cette guerre nous rappelle une fois de plus que la paix ne peut être considérée comme acquise et que sa préservation nécessite des efforts et un engagement actifs.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine sème la mort et la destruction dans tout le pays et a de vastes répercussions sur le monde entier.

Nous constatons que les coûts humanitaires de la guerre augmentent de jour en jour et que ce sont principalement les civils ukrainiens qui souffrent de ses effets. Selon le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, plus de 11 millions de personnes, dont 90 % d'enfants et de femmes, ont été déplacées soit à l'intérieur de l'Ukraine, soit à l'étranger en tant que réfugiés, ce qui représente environ un quart de la population. Cinq millions de personnes sont parties dans des pays voisins, tandis que 6,5 millions d'autres seraient déplacées à l'intérieur même de l'Ukraine déchirée par la guerre. Au total, on estime que plus de 13 millions de personnes ont un besoin urgent d'aide humanitaire dans le pays.

Il est important d'agir collectivement pour prévenir les abus et les violations des droits de tous ces réfugiés qui fuient la guerre en Ukraine.

Nous devons comprendre qu'il ne s'agit pas de simples chiffres, car ils traduisent la douleur et l'agonie du peuple ukrainien, en particulier des enfants. Cela est inacceptable. Nous partageons la douleur du peuple ukrainien.

Monsieur le Président,

Il faut d'urgence instaurer un cessez-le-feu permanent en Ukraine et trouver une solution politique à la tragédie humanitaire actuelle.

Les récentes attaques de la Russie contre l'Ukraine compliquent les perspectives d'une solution diplomatique. Cependant, même dans ces conditions difficiles, personne ne

devrait abandonner la table des négociations. Sans une solution négociée, on risque d'assister à une guerre prolongée, qui sera de plus en plus difficile à contenir.

C'est dans cette optique que nous nous sommes engagés activement à faciliter les pourparlers diplomatiques et à atténuer les conséquences humanitaires tragiques de cette guerre. Par conséquent, nous demandons de nouveau la poursuite des négociations en cours. La dynamique constructive créée par la réunion d'Istanbul doit être maintenue et les efforts en vue d'un règlement pacifique doivent être maximisés. À cet égard, mon pays continuera à fournir toute forme d'assistance en vue de l'établissement immédiat d'un cessez-le-feu qui ouvrira la voie à une paix durable.

Monsieur le Président,

La situation humanitaire est une priorité absolue pour nous. Il est capital d'assurer un cessez-le-feu humanitaire et d'établir des couloirs humanitaires. En outre, nous attachons une grande importance à l'évacuation des civils et à l'acheminement de l'aide humanitaire. Marioupol est le cas le plus urgent.

Nous continuons à faire notre part à cet égard.

Monsieur le Président,

Nous soulignons de nouveau qu'il importe d'agir avec bon sens et de maintenir le dialogue.

Permettez-moi également de réaffirmer que nous rejetons l'assaut en cours contre l'Ukraine. Nous soutenons fermement la préservation de la souveraineté, de l'unité politique et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, y compris ses eaux territoriales.

Nous continuerons à contribuer sincèrement à tout effort, sous quelque forme que ce soit, visant à trouver une issue pacifique à cette situation. Notre objectif a toujours été d'assurer la paix, la stabilité et la prospérité dans cette région. Nous utiliserons tous les moyens pour ouvrir la voie à la paix en mobilisant tous les canaux.

Nous vous prions de joindre notre déclaration au journal de la séance.

---

**1370<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1370 du CP, point 1 de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DU ROYAUME-UNI**

Merci, Monsieur le Président.

Depuis le 24 février, le monde a été témoin des destructions causées dans toute l'Ukraine par la guerre du Président Poutine. Des milliers de civils ont été tués. Des millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. Vingt-cinq pour cent des Ukrainiens ont été contraints de fuir leur foyer. Des hôpitaux, des écoles et d'autres infrastructures essentielles ont été bombardés, ciblant les personnes les plus vulnérables.

Alors que la Russie entame une nouvelle offensive dans l'est de l'Ukraine, les civils vont continuer à souffrir. C'est notamment le cas à Marioupol qui, avant l'invasion, comptait plus de 400 000 habitants, dont des centaines de milliers de russophones, et était un haut lieu du commerce des céréales et de l'ingénierie lourde en Ukraine. Les efforts déployés par la Russie pour s'emparer de la ville ont déjà coûté horriblement cher à ses habitants. Le maire de Marioupol estime que plus de 20 000 civils auraient été tués dans la ville depuis le début de l'invasion, tandis que les infrastructures ont été en grande partie détruites. De nombreux Ukrainiens ont été déportés de force, contre leur gré, en Russie ou dans les régions d'Ukraine sous contrôle russe. Et il existe des témoignages choquants de civils – hommes, femmes et enfants – privés d'accès à la nourriture, à l'eau et aux fournitures médicales. Comment la Russie peut-elle tenter de justifier cela ? Le Royaume-Uni se joint à l'appel en faveur d'une trêve humanitaire urgente pour permettre à l'aide d'atteindre les civils dans les zones les plus touchées et pour que les civils puissent être évacués en toute sécurité et librement.

Face à cette énorme souffrance, le Gouvernement russe continue à véhiculer des mensonges flagrants et à nier toute responsabilité dans ces décès. Il a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne ciblerait pas les infrastructures civiles, mais il a attaqué sans remords des zones résidentielles, des écoles et des hôpitaux. Il a dit qu'il ne ferait pas de mal aux civils. Pourtant, nous voyons des preuves solides que des crimes de guerre contre la population civile pourraient avoir été commis, comme indiqué notamment dans le rapport du mécanisme de Moscou de l'OSCE que nous avons examiné dans ce Conseil la semaine dernière.

Non content de répandre la désinformation, le Gouvernement russe a également tenté d'entraver les efforts de ceux qui rendent compte de la vérité, notamment en refusant de prolonger le mandat de la Mission spéciale d'observation (MSO) en Ukraine. Et maintenant, nous recevons des informations alarmantes selon lesquelles les supplétifs de la Russie dans le

Donbass menacent le personnel, l'équipement et les locaux de la Mission et que les forces russes ont fait prisonniers des membres du personnel de la MSO. Nous condamnons dans les termes les plus forts les menaces visant la Mission et son personnel dévoué. Nous demandons la libération des membres du personnel de la MSO, ainsi que de tous les Ukrainiens détenus par la Russie.

Soyons clairs : le monde n'est pas dupe des mensonges du Kremlin. L'ampleur réelle des actions de la Russie à Marioupol et dans le reste de l'Ukraine n'a pas encore été révélée, mais il ne fait aucun doute que justice sera rendue pour ces violations et pour les futures violations des obligations de la Russie en vertu des lois internationales auxquelles elle a librement souscrit, y compris l'Acte final de Helsinki. Les personnes coupables d'atrocités doivent répondre de leurs actes. Le Kremlin doit répondre de ses actes. Le rapport du mécanisme de Moscou, premier rapport indépendant établi sous les auspices d'une organisation internationale, a confirmé nos craintes. Nous ferons tout notre possible pour soutenir l'enquête que mène actuellement la Cour pénale internationale sur de possibles crimes de guerre en Ukraine, ainsi que d'autres enquêtes internationales le cas échéant.

Monsieur le Président,

Nous continuerons à utiliser tous les outils disponibles pour faire en sorte que le Président Poutine échoue dans sa guerre non provoquée, préméditée et injustifiée. Hier, nous avons annoncé de nouvelles sanctions à l'encontre des principaux dirigeants de l'armée russe, en ciblant ceux qui ordonnent à la ligne de front de commettre des actes odieux, ainsi que des personnes extérieures à l'armée de Poutine qui soutiennent activement son invasion illégale de l'Ukraine. Le 13 avril, nous avons annoncé, en coordination avec l'Union européenne, des sanctions à l'encontre de 178 personnes qui soutiennent les régions séparatistes illégales de l'Ukraine appuyées par la Russie. En outre, le 14 avril, le Royaume-Uni a interdit l'exportation d'équipements clés de raffinage du pétrole et de catalyseurs, dégradant ainsi la capacité de la Russie à extraire et à exporter des produits pétroliers.

Nous continuerons également d'aider l'Ukraine à se défendre. Le Royaume-Uni a augmenté son soutien militaire sous forme d'aide létale et non létale, portant le total à ce jour à 450 millions de livres. Nous continuerons de fournir davantage d'équipements défensifs, à la demande du Gouvernement ukrainien qui défend sa souveraineté, y compris en assurant une formation, le cas échéant, aux équipements que nous avons fournis aux forces armées ukrainiennes.

Monsieur le Président,

L'Ukraine se bat pour le droit de ses citoyens à vivre en paix sur son propre territoire. Le Royaume-Uni est aux côtés de l'Ukraine et défendra toujours le droit du peuple ukrainien à choisir son propre destin. Nous travaillons avec nos partenaires internationaux pour trouver une solution de sécurité à long terme afin que l'Ukraine ne puisse plus jamais être attaquée de cette manière. L'Ukraine mérite la paix.

Merci, Monsieur le Président. Je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.



---

**1370<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1370 du CP, point 1 de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION CANADIENNE**

Merci, Monsieur le Président.

Alors que nous assistons à l'intensification des opérations militaires des forces russes contre les populations de Donetsk, de Lougansk et de Zaporijia, ainsi qu'à des attaques de missiles et à des bombardements incessants sur Lviv, Kharkiv et Mykolaïv, le Canada demande à la Fédération de Russie de cesser de prendre illégalement pour cible des civils et des biens civils et d'adopter des mesures concrètes pour mettre fin aux violations manifestes du droit international humanitaire décrites dans le rapport du mécanisme de Moscou.

Nous exhortons la Russie à accepter l'appel de l'Ukraine à négocier et à garantir l'établissement de couloirs humanitaires pour que les civils puissent quitter en toute sécurité la ville assiégée de Marioupol, où la situation demeure critique. La Russie a l'obligation de permettre et de faciliter le passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire destinée aux civils qui en ont besoin.

Monsieur le Président,

La guerre illégale et injustifiable que Poutine mène en Ukraine est cruelle et va à l'encontre des obligations juridiques internationales de la Russie. Le Canada est de plus en plus alarmé par les allégations et les rapports selon lesquels la violence sexuelle et fondée sur le genre – le viol – est utilisée comme arme de guerre dans cette crise.

Le rapport du mécanisme de Moscou rend compte d'allégations de viols, y compris de viols collectifs, commis par des soldats russes dans de nombreuses régions d'Ukraine.

Nous avons également entendu un certain nombre de témoignages de sources crédibles faisant état de violences sexuelles perpétrées par les forces russes contre des femmes et des filles ukrainiennes à une échelle alarmante. ONU-Femmes a demandé une enquête indépendante sur ces allégations afin de garantir la justice et la reddition des comptes. Le Canada soutiendra tous les efforts visant à enquêter sur ces crimes présumés, à les documenter et à engager des poursuites en la matière.

Nous demandons en outre à la Fédération de Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, de donner immédiatement l'ordre, par l'intermédiaire de sa chaîne de

commandement militaire, de cesser de recourir au viol et à d'autres formes de violence sexuelle, en prenant des mesures préventives concrètes et assorties de délais, comme le prévoient explicitement les résolutions 2106 et 2467 du Conseil de sécurité sur la violence sexuelle liée aux conflits. La Russie doit respecter le droit international humanitaire et des droits humains, qui interdisent catégoriquement le viol et toutes les formes de violence sexuelle et de traitement inhumain. Ces crimes ne sauraient rester impunis.

Alors que la guerre se poursuit et que les atrocités commises par la Russie sont mises au jour, la Cour pénale internationale rassemble des preuves. Les responsables de ces atrocités doivent répondre de leurs actes.

Monsieur le Président,

Dans le but d'étouffer la vérité sur la guerre, la Russie discrédite les organisations de défense des droits humains et arrête et emprisonne toute personne qui dénonce la guerre. Cela inclut des militants des droits humains tels que Vladimir Kara-Murza, qui a été emprisonné ce mois-ci après un entretien avec CNN dans lequel il a condamné la guerre de Moscou contre l'Ukraine. Le Canada exhorte les autorités russes à le libérer immédiatement, de même que tous les prisonniers de conscience qui sont détenus pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression et de réunion. Il est également préoccupé par les informations indiquant que le personnel national de la Mission spéciale d'observation en Ukraine est détenu illégalement.

Monsieur le Président,

À tout moment, la Russie peut choisir de mettre fin à cette effusion de sang insensée et de s'engager sur la voie du dialogue et de la diplomatie, et les options à cet égard sont sur la table.

Le Canada demande à la Russie de mettre en œuvre un cessez-le-feu immédiat et de cesser complètement ses attaques contre les villes et les civils ukrainiens. Nous demandons de nouveau à la Russie de se conformer immédiatement à l'arrêt juridiquement contraignant rendu par la Cour internationale de Justice sur la suspension de ses opérations militaires en Ukraine. De plus, nous exhortons la Russie à respecter ses obligations en vertu du droit international humanitaire et des droits humains et à retirer immédiatement ses forces armées et son équipement militaire de l'ensemble du territoire ukrainien.

Le Canada est aux côtés de l'Ukraine.

Je vous remercie, Monsieur le Président, et demande que ma déclaration soit jointe au journal de la séance.



---

**1370<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1370 du CP, point 1 de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION NORVÉGIENNE**

Merci.

La Norvège souscrit à la déclaration de l'Union européenne, mais permettez-moi de faire quelques observations à titre national.

Monsieur le Président,

Nous demeurons consternés par la guerre que mène la Russie en Ukraine. La brutalité est choquante et semble s'accroître.

De nombreux rapports crédibles indiquent que des civils sont attaqués, blessés ou tués alors même qu'ils tentent de se mettre en sécurité. Beaucoup ont été arrêtés, déportés ou enlevés, y compris, comme nous l'avons entendu, des employés de la Mission spéciale d'observation en Ukraine. Des maisons, des écoles et des hôpitaux sont bombardés, endommagés et détruits.

La Russie mène une guerre de choix et a choisi de provoquer la plus grande crise humanitaire en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les rapports que nous recevons de Marioupol sont particulièrement alarmants. Des civils sont bloqués dans des caves depuis des semaines, sans nourriture, eau, électricité, médicaments et autres produits de première nécessité. Les forces russes ont tué et mutilé des civils et ont détruit des biens civils sans discernement. La population restée sur place n'a pratiquement plus d'abri ni de moyens de survie. Une belle ville portuaire a été réduite en ruines. Je me suis rendu à Marioupol plusieurs fois dans le passé et il est difficile de comprendre que les images que nous voyons maintenant sont celles de la même ville que j'ai vue. Il est encore plus difficile d'imaginer les souffrances et les traumatismes de la population.

Ces derniers jours, de grandes parties de l'est et du sud de l'Ukraine ont été de plus en plus visées par l'agression russe, notamment par des tirs intensifs de missiles. Nous assistons à une nouvelle offensive russe brutale, par exemple dans des endroits comme Severodonetsk, Lysychansk et Popasna.

Dans le même temps, la Russie a mené des attaques de missiles sur des villes telles que Kiev et Lviv. La stratégie consiste manifestement à faire en sorte que personne ne se sente en sécurité où que ce soit en Ukraine.

Les atrocités commises par les forces russes seront répertoriées et feront l'objet d'une enquête. Les responsables – à tous les niveaux – des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits humains doivent être traduits en justice.

Le rapport du mécanisme de Moscou présenté par M. Benedek, M<sup>me</sup> Bílková et M. Sassòli le 13 avril est important à cet égard et s'inscrit dans le cadre d'un effort international plus large visant à obtenir la justice et la reddition des comptes.

Monsieur le Président,

La Russie a déclenché cette guerre, et la Russie peut choisir d'y mettre fin.

Nous exhortons les dirigeants russes à faire le bon choix, à cesser immédiatement et sans condition leurs actions militaires et à retirer leurs forces.

Permettez-moi également de réaffirmer le soutien de la Norvège à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.



---

**1370<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1370 du CP, point 1 de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION GÉORGIENNE**

Monsieur le Président,

Nous souscrivons à la déclaration de la délégation de l'Union européenne. En outre, permettez-moi d'ajouter les observations suivantes à titre national.

La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine est entrée dans une deuxième phase avec de nouvelles attaques dans la région du Donbass, causant des pertes supplémentaires parmi les civils et infligeant des dommages irréparables aux villes ukrainiennes.

La situation à Marioupol, qui a été pratiquement rasée, reste la plus critique. Ses habitants sont pris au piège, sans eau, sans nourriture et sans fournitures médicales, sous les bombardements et les tirs d'obus constants ; il est difficile d'évacuer les civils et l'accès humanitaire reste interdit. Comme le souligne le rapport du mécanisme de Moscou publié la semaine dernière, le fait d'utiliser intentionnellement la famine des civils comme méthode de guerre constitue un crime de guerre, tout comme le fait d'entraver délibérément l'acheminement des secours. Il est essentiel qu'une aide humanitaire et des couloirs sécurisés soient fournis aux habitants de Marioupol.

La Géorgie se joint à d'autres pays pour soutenir l'appel du Secrétaire général de l'ONU en faveur d'une trêve humanitaire pendant la fête de la Pâque orthodoxe et a pris note que la partie ukrainienne a accepté cette proposition, ce qui est tout à son honneur.

Monsieur le Président,

La situation humanitaire en Ukraine continue de se détériorer à un rythme alarmant. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, environ cinq millions de personnes ont fui pour se mettre en sécurité dans les États voisins et sept millions d'Ukrainiens ont été déplacés à l'intérieur du pays. Avec la poursuite de l'agression russe, ces chiffres vont encore augmenter.

Chaque jour, de nouveaux rapports font état de violations massives des droits humains, notamment de détentions illégales et de mauvais traitements infligés à des civils, dont des journalistes et des fonctionnaires locaux, d'assassinats ciblés, de viols, de

disparitions forcées, de déportations et d'autres abus graves. Personne n'est en sécurité en Ukraine à l'heure actuelle, pas même les travailleurs les plus essentiels ; on a appris qu'au moins deux travailleurs humanitaires de l'organisation Caritas ont été tués au début du mois lors de l'attaque de chars russes contre la ville assiégée de Marioupol. Il s'agit d'un nouvel exemple tragique de la façon dont, en violation flagrante du droit international humanitaire, les forces d'occupation continuent de mener des attaques directes et aveugles contre des civils et des biens civils. Comme cela a été établi dans le rapport du mécanisme de Moscou, des preuves crédibles indiquent que des violations des droits humains les plus fondamentaux ont été commises.

Nous n'épargnons aucun effort, avec la communauté internationale, pour garantir, par le biais de tous les mécanismes juridiques internationaux disponibles, que les auteurs de ces atrocités soient traduits en justice.

Monsieur le Président,

Nous appelons la Russie à cesser immédiatement son agression, à se conformer à l'arrêt de la Cour internationale de Justice et à retirer l'ensemble de ses forces et armements d'Ukraine.

La Géorgie réaffirme son soutien indéfectible à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, y compris la Crimée et le Donbass, ainsi qu'aux droits de navigation de l'Ukraine dans ses eaux territoriales.

Je vous remercie, Monsieur le Président, et vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.



**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe**  
**Conseil permanent**

PC.JOUR/1370

22 April 2022

Annex 10

FRENCH

Original: ENGLISH

---

**1370<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1370 du CP, point 1 de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION ISLANDAISE**

Merci, Monsieur le Président.

L'Islande souscrit à la déclaration de l'Union européenne, mais je souhaite néanmoins ajouter quelques observations à titre national. En premier lieu, je demande également que ma déclaration soit jointe au journal du jour.

La guerre non provoquée, injustifiée et illégale menée par les autorités russes contre l'Ukraine est entrée dans une nouvelle phase de destruction, d'atrocités et de souffrance humaine.

La semaine dernière, nous avons reçu un rapport sur la situation en Ukraine, élaboré par M. Benedek, M<sup>me</sup> Bílková et M. Sassòli, qui a confirmé l'existence d'infractions et de violations graves du droit international et de schémas clairs de violation du droit international humanitaire par les forces russes dans leur conduite des hostilités.

La Russie, sous la direction du Président Poutine, doit savoir que la communauté internationale établira les faits et les circonstances des éventuels cas de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis, y compris les cas d'attaques délibérées et aveugles contre des civils et des infrastructures civiles. En outre, les preuves peuvent être et seront utilisées pour demander des comptes à la Russie, ainsi qu'à la Biélorussie en tant que coagresseur.

La situation humanitaire continue de se détériorer et les besoins sont considérables. Les rapports accablants sur les violations des droits humains, les violences sexuelles et fondées sur le genre à l'encontre des femmes et des filles, les exécutions extrajudiciaires, les arrestations, les enlèvements, les disparitions forcées et les déportations rappellent le siècle dernier.

Monsieur le Président,  
Chers collègues,

Cette guerre reste une guerre de choix. La décision de la déclencher a été préméditée par le Président Poutine, sachant pleinement qu'il violerait le droit international et ses engagements, et que les répercussions pour l'Ukraine et son peuple seraient catastrophiques.

Poutine et les autorités russes ont également choisi de sacrifier la vie de milliers de jeunes hommes russes, de nuire à leur propre peuple et de lui infliger la souffrance et la honte.

Les conséquences mondiales de la guerre et de l'action militaire de la Russie compromettent et continueront de compromettre la sécurité alimentaire, en augmentant le coût de l'énergie, des engrais et des aliments de base dans d'innombrables pays du monde, les plus vulnérables étant les plus durement touchés. La sûreté des centrales nucléaires est mise en péril et, par la même occasion, la sécurité et la stabilité non seulement de notre région mais aussi du monde entier.

Nous demandons une nouvelle fois à la Russie de retirer ses troupes et de mettre fin à cette guerre non provoquée contre l'Ukraine. Sauvez des vies. Mettez fin à l'effusion de sang et à la destruction. Ouvrez la voie à un dialogue diplomatique et à la paix.

Permettez-moi également d'exprimer notre soutien profond, indéfectible et total à l'Ukraine et au peuple ukrainien.

Merci, Monsieur le Président.



---

**1370<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1370 du CP, point 2 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION**  
**DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Monsieur le Président,

Les formations armées ukrainiennes continuent de commettre des crimes massifs contre la population civile sur ordre direct des dirigeants de Kiev et de ses mentors occidentaux. Nous soulignons une fois de plus que toute la responsabilité de la situation grave qui règne dans certaines régions, notamment Mykolaïv, ainsi que la situation humanitaire et épidémiologique déplorable que connaissent les zones de combat incombe aux bataillons ultra-nationalistes ukrainiens qui utilisent la population civile comme bouclier humain. Les dirigeants ukrainiens continuent de saboter le système des couloirs humanitaires qui sont régulièrement ouverts par l'armée russe. Les convois de réfugiés subissent quasiment chaque jour les tirs nourris des forces armées ukrainiennes et des bataillons nationalistes.

Les preuves que des atrocités ont été commises par des formations armées ukrainiennes contre des civils sont de plus en plus nombreuses. Une inspection de l'hôpital Marioupol n° 4 a permis de retrouver les corps de 26 civils tués par des bombardements du bataillon nationaliste ukrainien Azov, une preuve que des crimes ont bien été commis contre la population civile. Des militaires russes ont découvert que le quartier général d'une unité de défense territoriale avait été installé à l'intérieur d'une école pour enfants à Kherson, et que l'établissement avait servi de place forte aux combattants de l'unité. L'école elle-même et le sous-sol étaient jonchés de cartons de munitions, d'armes et de matériel militaire. Le 13 avril, des militaires russes ont déminé le terrain d'une maternelle située dans l'un des villages de la région de Kherson, où une unité d'infanterie de marine ukrainienne avait été positionnée. Les forces armées ukrainiennes et les nationalistes ont installé des postes de tir à l'intérieur des hôpitaux de Sloviansk (République populaire de Donetsk) et de Lysychansk (République populaire de Lougansk).

La provocation cynique de Boutcha n'est manifestement pas suffisante pour les autorités ukrainiennes. Des informations crédibles indiquent que d'autres mises en scène monstrueuses sont prévues. La vie des civils qui en seront victimes ne sera rien de plus qu'une monnaie d'échange pour les autorités de Kiev.

Des provocations similaires impliquant des civils ont été planifiées à Konotop et Trostyanets dans la région de Sumy, ainsi qu'à Borodyanka et Katyuzhanka dans la région de

Kiev. Le régime de Kiev, soutenu par un certain nombre de pays occidentaux, planifie également des provocations complexes prévoyant de nombreuses victimes à la veille de la Pâque orthodoxe dans les régions de Zaporijia, Mykolaïv, Odessa, Sumy et Kharkiv. À cette fin, plus de 70 groupes mobiles transportés dans des camions et des véhicules tout-terrain équipés de mortiers (ou mortiers « errants ») ont été formés au sein des bataillons nationalistes dans le but de bombarder des églises et des temples orthodoxes dans la nuit du samedi saint (23–24 avril).

Il a été établi que les services de sécurité ukrainiens planifient une nouvelle provocation brutale dans la région d'Odessa visant à causer des pertes civiles massives afin de pouvoir accuser le personnel militaire de la Fédération de Russie de « crimes de guerre ». Il est prévu que les combattants d'une des unités des services de sécurité ukrainiens portent des uniformes militaires russes et qu'ils tirent ouvertement sur des résidents locaux. Ils espèrent ainsi que les photos et vidéos de ces actes seront publiées par des agences de presse ukrainiennes et occidentales pour les prochaines campagnes de diffusion de fausses informations. Nous avons déjà prévenu l'OSCE au sujet de ces provocations planifiées (SEC.DEL/171/22 et SEC.DEL/175/22 du 19 avril 2022). Nous espérons que les signaux nécessaires ont été envoyés à Kiev.

Des nationalistes ukrainiens qui ont bombardé la ville de Derhachi, dans la région de Kharkiv, ont filmé les destructions et les « nombreux morts » à l'intention des médias occidentaux pour mieux faire croire que les victimes sont dues à des actes commis par des militaires russes. Selon le Ministère russe de la défense, des représentants d'agences de presse occidentales ont pris part à ces provocations. Le 72<sup>e</sup> Centre d'information et d'opérations psychologiques de l'armée ukrainienne était chargé de cette mise en scène, dont les participants civils étaient payés 25 dollars chacun.

L'armée ukrainienne planifie également des provocations qui ressemblent beaucoup aux récentes frappes sur Kramatorsk. Un scénario est en préparation prévoyant un tir de missiles Tochka-U sur une foule de réfugiés à la gare ferroviaire de Lozova. Une tentative de l'Ukraine de mettre hors service la centrale hydroélectrique de Kakhovka le matin du 15 avril a été déjouée. Une division de la 19<sup>e</sup> brigade d'artillerie de missiles des forces armées ukrainiennes a lancé deux missiles Tochka-U pour la détruire, mais ils ont été abattus. Les dommages causés à la centrale électrique auraient pu entraîner un déversement incontrôlé des eaux du Dniepr et une inondation des localités de la région de Kherson. Plus récemment, dans la soirée du 20 avril, un autre missile Tochka-U ukrainien a explosé en plein vol au-dessus de la ville de Shakhtarsk, éjectant des sous-munitions. Une fillette de six ans a été tuée et cinq personnes ont été blessées, dont un enfant de 12 ans.

Des provocations de ce type déjà commises ou prévues par les autorités ukrainiennes témoignent de leur attitude inhumaine à l'égard du sort des civils ukrainiens et du mépris total qu'elles éprouvent pour toutes les normes et règles éthiques du droit international humanitaire. Sachez que la Fédération de Russie dispose d'un nombre considérable d'éléments prouvant que de nouveaux crimes sont prévus par le régime de Kiev.

Les autorités ukrainiennes ne semblent pas non éprouver beaucoup de « sentiments » à l'égard de leurs propres formations armées. Selon le Président Zelensky, « Kiev refusera de négocier avec la Russie si les soldats ukrainiens qui restent dans la zone industrielle de Marioupol sont éliminés ». Or les dirigeants ukrainiens n'ont rien fait pour les sauver. Les

forces armées russes ont ouvert à plusieurs reprises, quasiment quotidiennement ces derniers jours, un couloir humanitaire pour les personnes évacuées de l'aciérie Azovstal à Marioupol et ont invité les membres des forces armées ukrainiennes, les combattants des bataillons nationalistes et les mercenaires étrangers à déposer leurs armes et à se rendre volontairement. Force est de constater que cette opération humanitaire a été cyniquement contrecarrée par les autorités de Kiev et que personne n'a profité du couloir en question. Les commandants des bataillons nationalistes ont également refusé de profiter de l'occasion pour se sauver eux-mêmes et épargner la vie de leurs subordonnés. Les autorités de Kiev font preuve d'une attitude inhumaine à l'égard des militaires ukrainiens et refusent de leur donner le seul ordre qui soit crédible, celui de cesser toute résistance inutile et déposer les armes.

Quant à la déclaration vidéo dans laquelle le bataillon nationaliste Azov demandait des « couloirs verts » à la communauté internationale, elle se trompait de cible. Les forces armées russes ont tout fait pour sauver la vie de ces personnes. Les nationalistes auraient dû s'adresser directement aux dirigeants de l'Ukraine, qui les ont trahis depuis longtemps. En outre, la Russie a garanti la vie sauve, la sécurité et la fourniture de soins médicaux à tous ceux qui ont volontairement déposé les armes. Le 21 avril, le Président russe a explicitement confirmé que la ville de Marioupol avait été entièrement libérée, et qu'en ce qui concerne les nationalistes restés à l'usine d'Azovstal, l'armée russe se contenterait de bloquer l'usine pour éviter des pertes inutiles.

Pendant ce temps, l'Occident se préoccupe de maintenir le niveau élevé et constant d'affrontement militaire en Ukraine dont il a besoin pour exercer une pression toujours plus forte sur la Russie. À cette fin, les livraisons d'armes à Kiev s'intensifient. Et il ne s'agit plus seulement de fusils et de munitions puisque des armes lourdes sont sur le point d'être expédiées.

Le 13 avril, le secrétaire de presse du Pentagone, M. John Kirby, a annoncé les détails d'un autre paquet d'aide militaire d'un montant de 800 millions de dollars à « injecter » en Ukraine. Le paquet comprend pour la première fois des véhicules blindés et de l'artillerie. Plus précisément, l'Ukraine doit recevoir 200 véhicules blindés de transport de troupes M113, 18 obusiers de 155 mm, 40 000 obus, 11 hélicoptères Mi-17 de fabrication russe ou soviétique, 100 jeeps blindées, 500 missiles Javelin et des « milliers » d'autres systèmes antichars. Le ministère américain de la défense a réuni les principaux fabricants d'armes américains pour évaluer la capacité du secteur à aider l'Ukraine à s'armer, « même si l'opération militaire russe dure deux ans ». Depuis le 24 février, l'aide militaire totale s'élève déjà à environ 2,6 milliards de dollars.

Les autres pays de l'OTAN qui suivent les traces de leur « souverain » sont également de plus en plus nombreux à « attiser les feux de la guerre ». Apparemment, ils ne ménagent pas leurs efforts sur ce point. La République tchèque a été la première à fournir ouvertement des armes lourdes à l'Ukraine. Le 1<sup>er</sup> avril, la Ministre allemande de la défense, M<sup>me</sup> Christine Lambrecht, a approuvé la livraison à l'Ukraine par la République tchèque de 58 BMP-1 de l'ancienne armée de la République démocratique allemande, qui appartiennent à la société privée tchèque Czechoslovak Group. La Pologne n'a pas officiellement signalé l'envoi de véhicules blindés lourds en Ukraine, mais l'édition du 12 avril de *Visegrad 24* a fait état de la disparition d'une centaine de chars T-72M1 d'une base d'entreposage à Lublin. Le 10 avril, le Ministre slovaque de la défense, M. Jaroslav Nad', a déclaré qu'une livraison d'obusiers automoteurs Zuzana-2 ou Zuzana-2000 de 155 mm était en discussion à Kiev. Le

8 avril, M. Ben Wallace, secrétaire d'État britannique à la défense, a annoncé que le Royaume-Uni enverrait des véhicules blindés Mastiff en Ukraine dans le cadre d'un nouveau programme d'aide militaire d'une valeur de 100 millions de livres annoncé par le Premier Ministre. Selon Reuters, la Norvège a envoyé en Ukraine 100 systèmes de missiles antiaériens Mistral.

Depuis le début de l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine, l'Union européenne a approuvé un montant total de 1,5 milliard d'euros pour l'achat d'armes et d'équipements destinés au gouvernement ukrainien dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix. Dans le même temps, la présidente de la Commission européenne, M<sup>me</sup> Ursula von der Leyen, a déclaré explicitement dans un entretien avec *Bild*, le 17 avril, qu'elle ne faisait aucune distinction entre les armes lourdes et les armes légères. En tant qu'ancienne ministre de la défense, elle ne peut ignorer le pouvoir destructeur des armes lourdes.

Les pays occidentaux continuent d'attiser la confrontation en Ukraine, non seulement en fournissant des armes, mais aussi en détachant des instructeurs pour assurer la formation militaire directe des unités armées ukrainiennes. Des mercenaires étrangers sont directement impliqués dans les combats. Le *Times* a annoncé que des membres des forces spéciales britanniques sont retournés en Ukraine et ont repris la formation des troupes ukrainiennes à Kiev et dans son voisinage. Il y aurait des soldats de l'OTAN parmi les personnes capturées en Ukraine. Le Comité d'enquête russe a déclaré qu'il enquêtait sur la présence de combattants de la Légion étrangère française dans les rangs de l'armée ukrainienne. Le Premier ministre polonais, M. Mateusz Morawiecki, a indirectement confirmé la présence de mercenaires polonais en Ukraine, déclarant que « les soldats ukrainiens d'origine polonaise qui ont été blessés à la suite des combats en Ukraine sont actuellement soignés dans des hôpitaux (polonais) ». En outre, les deux mercenaires britanniques capturés, MM. Aiden Aslin et Sean Pinner, ont lancé un appel au gouvernement britannique afin d'être rapatriés.

Les informations qui font état des circonstances déplaisantes dans lesquelles du personnel et des moyens de l'ancienne Mission spéciale d'observation (MSO) de l'OSCE en Ukraine ont été utilisés dans la confrontation militaire sont très préoccupantes. Je rappelle qu'à la fin de février, des combattants du bataillon Azov ont saisi huit véhicules de service de la MSO portant l'insigne de l'OSCE. L'un des véhicules avait manifestement participé à des activités militaires. Repéré à cinq kilomètres du bureau de la Mission près du marché de Kirov à Marioupol, il portait des signes montrant qu'il avait participé à des combats. Les véhicules n'ont jamais été restitués à l'OSCE. Pourquoi le Secrétariat et la Présidence gardent-ils le silence sur cette question ?

En outre, nous sommes extrêmement préoccupés par des informations selon lesquelles des membres du personnel de la MSO auraient participé à des activités d'espionnage au profit de l'Ukraine. Les autorités chargées de l'enquête dans les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk ont lancé des investigations à cet égard. Le Comité d'enquête russe procédera également aux vérifications correspondantes. Si les faits sont confirmés, cela constituerait une violation flagrante du mandat de la Mission. La crédibilité de l'OSCE dans son ensemble serait gravement compromise.

Monsieur le Président,

L'armée russe reçoit une quantité croissante d'informations concernant les activités dangereuses des laboratoires biologiques en Ukraine, qui sont directement supervisés par le Pentagone. Il existe de nombreuses preuves de violations de la Convention sur les armes biologiques. Des informations ont été fournies sur le projet 3007 « Surveillance de la situation épidémiologique et environnementale en ce qui concerne les maladies aquatiques dangereuses en Ukraine ». Les principales rivières ukrainiennes ont été étudiées afin de déterminer la présence d'agents pathogènes dangereux spécifiques, notamment le choléra, la typhoïde, les agents pathogènes des hépatites A et E, afin d'évaluer leur propagation par l'eau. De 2019 à 2021, des chercheurs américains d'un laboratoire de Merefa (région de Kharkiv) ont testé des bioproduits potentiellement dangereux sur des patients de l'hôpital régional de psychiatrie clinique n° 3 de Kharkiv.

Le 9 mars, trois drones contenant des conteneurs de 30 litres et du matériel de pulvérisation de produits chimiques ont été trouvés dans la région de Kherson. En janvier de cette année, l'Ukraine aurait fait appel à des intermédiaires pour acheter plus de 50 dispositifs de ce type qui pourraient être utilisés pour pulvériser des formulations biologiques et des produits chimiques toxiques.

On sait déjà que le Centre ukrainien pour la science et la technologie (USTC) a accordé des subventions à des études intéressantes le Pentagone. Ces dernières années, plus de 350 millions de dollars ont été dépensés par le gouvernement américain pour ses projets. Les superviseurs américains étaient principalement intéressés par la recherche à double usage, notamment le projet 6166 axé sur le développement de technologies pour la modélisation, l'évaluation et l'analyse prévisionnelle de l'impact des conflits et des menaces de prolifération des armes de destruction massive. Citons également le projet 9601 sur le transfert de technologies ukrainiennes pour la production de matériaux complexes à double usage vers l'Union européenne. Bon nombre d'entre eux visent à étudier des armes biologiques potentielles (peste, tularémie) et des agents pathogènes d'importance économique (grippe aviaire pathogène, peste porcine africaine).

Nous tenons à souligner que les résultats des travaux effectués par l'USTC pourraient être utilisés pour créer des conditions biologiques défavorables non seulement dans la Fédération de Russie, mais aussi dans la mer Noire et la mer d'Azov, ainsi que dans les pays d'Europe orientale, notamment la Biélorussie, la Moldavie et la Pologne.

Monsieur le Président,

Les nombreux faits que nous avons établis ne représentent que la partie émergée de la masse énorme de crimes commis par le régime de Kiev et des menaces pour la sécurité qu'il a créées pour le peuple ukrainien lui-même et pour les pays voisins. L'opération militaire spéciale de la Russie vise précisément à protéger la population civile et à faire face à ces menaces. Sa mission sera pleinement menée à bien.

Je demande que cette déclaration soit annexée au journal de la séance spéciale d'aujourd'hui du Conseil permanent de l'OSCE.

Je vous remercie de votre attention.